



Revue de presse trimestrielle 2024 Juillet – Août - Septembre

Upsadi

Récapitulatif

Récapitulatif des actions de relations presse

- 6 Communiqués de Presse envoyés
- 9 interviews réalisées
- 8 retombées presse

Récapitulatif

Récapitulatif des actions de relations presse

COMMUNIQUES DE PRESSE	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE
Envoyés	3	0	3
INTERVIEWS REALISEES	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE
	7	1	1
FORMAT RETOMBES	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE
ONLINE	7	1	0
PRINT	0	0	0
TV	0	0	0






Communiqués de presse de juillet à septembre

Communiqués de Presse

Communiqué de presse - juillet

Remboursement intégral des fauteuils roulants : les PSAD dénoncent une réforme bâclée et inapplicable



Remboursement intégral des fauteuils roulants : les PSAD dénoncent une réforme bâclée et inapplicable

Les syndicats des prestataires de santé à domicile (FEDEPSAD, UNPDM, UPSADI) ont été convoqués lundi 1^{er} juillet dans l'urgence avec l'ensemble des parties prenantes par le Ministère de la Santé. Après plus de 2 ans de négociations d'une réforme voulue par le Président de la République et attendue par les usagers, l'administration a annoncé qu'elle mettrait unilatéralement fin aux travaux de concertation. Le ministère aurait décidé de publier en urgence les textes non aboutis, d'une réforme bâclée qui sera inapplicable et inopérante. En plus d'être un leurre pour les usagers, auxquels il ne sera pas possible de fournir des fauteuils roulants adaptés dans les conditions actuelles du texte, cette réforme se soldera par la casse sociale de tout un secteur professionnel et la disparition d'une filière.

Pour pallier l'absence de financement correspondant à cette promesse politique – parfaitement louable dans son principe – la Direction de la sécurité sociale (DSS) a confirmé hier officiellement sacrifier le financement des locations de fauteuils roulants, principalement destinées à nos aînés en perte d'autonomie, supprimant de fait l'égalité d'accès à un service aujourd'hui assuré en tous points du territoire et de surcroît vertueux en termes d'impact environnemental, sans garantir par ailleurs la prise en charge intégrale de tous les fauteuils roulants à l'achat.

Pourtant les professionnels ont fait des contre-propositions réalistes afin de rendre la réforme opérationnelle et soutenable économiquement. Ces dernières sont restées lettre morte. Nous demeurons résolus aux côtés des usagers que nous accompagnons au quotidien pour faire aboutir une réforme juste et équilibrée.

La FEDEPSAD, l'UNPDM et l'UPSADI dénoncent la publication précipitée de ces textes (arrêté ministériel de nomenclature et arrêté ministériel portant avis tarifaire) qui entraînera la destruction de milliers d'emplois non délocalisables avec pour conséquence la disparition du service aux personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie.

« Quel gâchis ! En 24 mois nous aurions largement eu le temps d'aboutir à un texte équilibré, or nous n'avons jamais été écoutés par l'administration qui se refuse à considérer les réalités économiques des acteurs de la filière. Pourtant, la réussite de cette réforme est encore possible. Aussi, nous en appelons au Président de la République qui peut encore survenir à cette publication inopportune, et donner l'impulsion nécessaire à la prise en compte de nos alertes pour sauver l'ambitieuse réforme qu'il a voulue et que nous appelons de nos vœux » déclarent les Présidents des 3 organisations de prestataires.

Contact Presse :
FEDEPSAD : Alexandra DUVAUCHELLE - 06 30 29 93 72
UNPDM : Julia CHEPIN - 06 74 60 13 93
UPSADI : Nathan CHEVILUX - 06 60 16 61 40



Communiqués de Presse

Communiqué de presse - juillet

Partir en vacances avec un dispositif médical : c'est possible grâce au soutien des Prestataires de Santé à Domicile



Communiqué de presse

Partir en vacances avec un dispositif médical : c'est possible grâce au soutien des Prestataires de Santé à Domicile

Paris, le 25 juillet 2024 - Qu'ils souffrent d'apnée du sommeil, de diabète, de cancer, de la maladie de Parkinson, de la maladie de Crohn, d'insuffisance respiratoire ou de handicaps, ce sont 4 millions de patients en France qui sont conseillés et accompagnés par un Prestataire de Santé à Domicile (PSAD). Pendant tout l'été ces patients peuvent compter sur les PSAD : pour les accompagner mais aussi pour l'entretien, la maintenance ou le dépannage, y compris pendant leurs vacances loin de chez eux ! C'est en effet une mission peu connue des PSAD : accompagner les patients et leur permettre de suivre leur traitement dans les meilleures conditions, que ce soit à leur domicile ou sur le lieu de villégiature : au bord de la mer, à la campagne ou en montagne, en juillet ou en août, les 2 350 entreprises de Prestations de Santé à Domicile réparties sur l'ensemble du territoire continuent d'accompagner tous les patients 24h sur 24 et 7 jours sur 7 !

Pour les professionnels de santé aussi, la disponibilité et la réactivité des PSAD est une chance : de par leur maillage territorial, leur expertise, et la bonne structuration des acteurs, ces professionnels permettent de libérer des lits d'hôpitaux et du temps de soin, tout en améliorant la qualité des prises en charge.

« Pas de trêve estivale pour les Prestataires de Santé à Domicile ! », souligne Didier Daoulas Président de l'upsadi, qui ajoute : « Nous sommes mobilisés à 100% pour permettre à tous les patients, qu'ils soient suivis par nos soins tout ou long de l'année ou de passage, de partir en vacances malgré leur maladie chronique. De plus, pendant les périodes de fortes chaleurs, nous sommes en première ligne pour déployer des protocoles de réhydratation à domicile, et ainsi soulager les services d'urgences. L'été est donc une période propice pour illustrer toute la diversité de nos missions, et tous les services que nous pouvons rendre au système de santé : soulager les soignants, et faciliter la vie des patients ! ».

Des vacances pour tous : les prestations de santé à domicile assurées durant la période estivale

Partir en vacances loin de son lieu de résidence peut être une source de stress pour les patients équipés de dispositifs médicaux : peur de la panne, de la casse, de l'outil ou du manque de connaissances, manque d'informations sur les précautions à prendre... Heureusement, tout au long de l'été, les PSAD répondront présents pour toutes les problématiques et toutes les technologies dont ils sont les experts. Grâce à leur maillage territorial, les entreprises s'engagent ainsi à fournir à tous les patients, qu'ils soient résidents, en vacances de courte ou de longue durée, une qualité de service égale et continue.



« En tant que professionnel voyageant régulièrement à l'étranger, j'ai pu rencontrer des problèmes avec mon appareil de PPC. À chaque fois que j'ai eu besoin d'un ou d'un problème technique ou d'urgence, le Prestataire de Santé à Domicile (PSAD) a rapidement trouvé des solutions efficaces, même à des milliers de kilomètres de chez moi. Et des que j'ai besoin de matériel supplémentaire, comme des embouts pour mon masque, la livraison est quasi immédiate. Je me sens vraiment accompagné et soutenu, et je sais que je peux compter sur mon PSAD et son équipe dans n'importe quelle situation, peu importe où je me trouve dans le monde et à n'importe quelle heure. » explique Grégory Delon, patient traité avec un appareil de PPC.

Une préparation et une assistance garantie pour un séjour serein

Par leur présence sur l'ensemble du territoire national et la bonne coopération entre tous les acteurs locaux ou nationaux, les Prestataires de Santé à Domicile sont en mesure d'assurer l'accompagnement de tous les patients, y compris des vacanciers et assurent une large diversité de missions, essentielles pour les personnes suivant un traitement.

Avant le départ

- Selon les besoins, ils peuvent aider à la préparation du matériel indispensable et donner des conseils sur la conservation et le transport des médicaments.
- Pour les patients sous oxygénothérapie, les PSAD peuvent contacter la compagnie aérienne pour assurer au patient un voyage confortable et sécurisé.
- Ils ont la possibilité d'entrer en contact avec les professionnels de santé sur le lieu de vacances pour organiser la continuité des soins, y compris la programmation des traitements et des livraisons de médicaments. Le patient peut partir l'esprit serein en étant rassuré.
- Pour garantir une gestion efficace des dispositifs complexes, les PSAD peuvent transmettre des informations essentielles aux équipes médicales locales.

Sur place

- Pour simplifier la vie des patients, le PSAD situé sur le lieu de villégiature (en coordination ou non avec le PSAD référent), peut se charger de toute la gestion logistique et administrative qui incombe à la livraison de matériel comme les stomies par exemple et à l'installation de matériel tels qu'un lit médicalisé, un lit-e-personne, un fauteuil roulant etc.
- Intervention et astreintes 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 : les PSAD garantissent le dépannage, la maintenance et le remplacement des dispositifs médicaux permettant d'assurer la continuité des traitements. En cas de panne ou d'outil d'un élément du dispositif médical à domicile, les PSAD sont disponibles pour trouver des solutions rapides, adaptées à toutes les situations rencontrées par les patients en vacances, même loin de leur domicile habituel.
- Accompagnement à l'observance du traitement et coordination avec les médecins prescripteurs et les professionnels de santé locaux. Les PSAD assurent la télésurveillance continue des patients équipés d'un dispositif de pression positive continue (PPC), et veillent à ce que les traitements pour l'apnée du sommeil soient respectés, été comme hiver.
- Pendant les périodes de fortes chaleurs notamment, déploiement des protocoles de réhydratation à domicile prescrits par les professionnels de santé.

À propos de l'upsadi

Créée en 2013, l'upsadi est un syndicat de prestataires de santé à domicile (PSAD) qui a pour particularité de rassembler plus de 450 adhérents, prestataires indépendants, dont les dirigeants sont majoritairement les propriétaires. Présents sur l'ensemble du territoire métropolitain et d'outre-mer, les adhérents de l'upsadi accompagnent les patients équipés d'un dispositif médical à leur domicile ou sur le lieu de leur séjour de vacances, contribuant à leur accompagnement thérapeutique et participant activement à leur meilleure observance à leur traitement dans le cadre de maladies chroniques (maladies respiratoires, diabète...), de pathologies lourdes (Parkinson, oncologie...), en chirurgie ambulatoire. Ils accompagnent également les personnes en perte d'autonomie ou en situation de handicap de la Normandie d'Alsace, techniques.

Intervenant sur prescription médicale, les PSAD prennent en charge à domicile 4 millions de patients grâce aux 2 350 entreprises implantées sur l'ensemble du territoire national. Les prestataires emploient plus de 33 000 salariés dont 5 500 professionnels de santé (pharmaciens, infirmiers, diététiciens...) et de nombreux professionnels d'astreinte disponibles 24h/24 et 7j/7.

Contact Presse : Agence Etycom - Anja Noiret - anoreit@etycom.fr - 06 53 03 13 47



Communiqués de Presse

Communiqué de presse - juillet

Canicule : Les Prestataires de Santé à Domicile en première ligne pour prendre soin des patients déshydratés et soulager les services d'urgence



Alerte presse

Canicule :

Les Prestataires de Santé à Domicile en première ligne pour prendre soin des patients déshydratés, et soulager les services d'urgence

Paris, le 30 juillet 2024 - Hier, la vigilance orange canicule a été étendue à 39 départements de France, et avec elle, l'augmentation des risques pour la santé, notamment des plus fragiles. Dans ce contexte, les Prestataires de Santé à Domicile (PSAD) jouent un rôle crucial pour assurer la prise en charge des patients et désengorger les urgences hospitalières. Car au-delà de leur rôle auprès de 4 millions de patients atteints de maladies chroniques (épisode du sommeil, diabète, maladie de Parkinson, cancer...), ils jouent un rôle crucial en mettant en œuvre les protocoles de réhydratation à domicile, en étroite collaboration avec les professionnels de santé et sur leur prescription. Experts des dispositifs médicaux, et notamment des perfusions à domicile, ils assurent une prise en charge simple, en toute sécurité, permettant de soulager les professionnels de santé et des établissements de soins.

Réhydratation Sous-cutanée à Domicile pour éviter l'hospitalisation : l'expertise des PSAD

Les fortes chaleurs sont un défi majeur pour le système de santé, avec une augmentation significative des admissions aux urgences pour des problèmes liés à la déshydratation et à d'autres complications engendrées par la canicule. Parmi les « hospitalisations évitables », environ 1,8% sont liées à des cas de déshydratation¹.

Les PSAD, par leur présence sur tout le territoire national (jusque dans les déserts médicaux) et de part leur réactivité et leur expertise, permettent de soulager ces services déjà surchargés.



En cas de déshydratation sévère, la réhydratation sous-cutanée, ou hypodermoclyse, se révèle être une solution très efficace, rapide et facile à mettre en œuvre à domicile. Cette méthode consiste à administrer des solutions hydratantes dans le tissu sous-cutané, soit en continu, soit de manière intermittente.

Les Prestataires de Santé à Domicile se chargent de cette procédure à domicile, en fournissant les équipements nécessaires pour garantir à la fois le confort et la mobilité du patient.

En 2022, plus de 5 000 patients âgés ont pu éviter une hospitalisation grâce à l'hydratation par perfusion à domicile².

Les PSAD sont des maillons essentiels de la chaîne de soins grâce à leur maîtrise des dispositifs médicaux ainsi qu'à leur réactivité et disponibilité 24h/24, 7j/7, y compris dans les zones les plus isolées. En période de fortes chaleurs, leur expertise et leurs capacités à appliquer des protocoles de réhydratation sous-cutanée rapidement, se révèlent encore plus précieuses, non seulement pour diminuer la pression sur les établissements hospitaliers mais aussi pour garantir un retour rapide et sécurisé des patients à domicile. Cette mission est un bel exemple de ce que les PSAD peuvent apporter pour l'avenir de la réforme du système de santé qui nous attend - explique Didier Daoutas, Président de l'Upsadi.

¹ Sur la période 2012-2017, Etudes et Statistiques n° 1262 © DREES, avril 2023

² Note de presse "Taux de succès de la TSS à domicile 2023"

http://www.fadepad.fr/communiqués/PERPSAD_168008772_Note%20de%20presse%20PSAD2023.pdf

À propos de l'UPSADI

Créée en 2013, l'UPSADI est un syndicat de prestataires de santé à domicile (PSAD) qui a pour particularité de rassembler plus de 450 adhérents, prestataires indépendants, dont les délégués sont majoritairement les propriétaires. Présents sur l'ensemble du territoire métropolitain et Outremer, les adhérents de l'UPSADI accompagnent les patients équipés d'un dispositif médical à leur domicile tout au long de leur parcours de soins, contribuant à leur accompagnement thérapeutique et participant activement à leur meilleure observance à leur traitement dans le cadre de maladies chroniques (maladies respiratoires, diabète...), de pathologies lourdes (Parkinson, oncologie...) en chirurgie ambulatoire. Ils accompagnent également les personnes en perte d'autonomie ou en situation de handicap via la fourniture d'aides techniques. Intervenant sur prescription médicale, les PSAD prennent en charge à domicile 4 millions de patients grâce aux 2 350 entreprises implantées sur l'ensemble du territoire national. Les prestataires emploient plus de 33 000 salariés dont 6 500 professionnels de santé (pharmaciens, infirmiers, diététiciens...) et de nombreux professionnels d'astreinte disponibles 24h/24 et 7j/7.

Contact Presse : Agence Etycom - Aelya Noiret - a.noiret@etycom.fr - 06 52 03 13 47

Communiqués de Presse

Communiqués de presse - septembre

Les Prestataires de Santé à Domicile (PSAD) en Occitanie
82% des personnes âgées dépendantes prises en charge à domicile en 2040
Les PSAD, acteurs de proximité, prêts à relever les défis de la Santé de demain

UPSADI
 Union des Prestataires de Santé à Domicile Indépendants

Communiqué de presse

Les Prestataires de Santé à Domicile (PSAD) en Occitanie
82 % des personnes âgées dépendantes prises en charge à domicile en 2040
Les PSAD, acteurs de proximité, prêts à relever les défis de la Santé de demain

Le séminaire annuel de l'Upsadi, qui se déroulera à Toulouse les 12 et 13 septembre, réunira les membres du conseil d'administration et les entreprises de prestation de santé à domicile indépendantes. L'occasion pour eux d'identifier les actions requises à envisager d'ici 2025 pour défendre les professionnels de la santé à domicile, d'échanger autour des perspectives d'avenir pour ce secteur médical du système de santé, de réaffirmer les valeurs et les engagements du syndicat.

L'occasion aussi d'être sensibilisé sur cette profession essentielle aux patients du territoire de la région Occitanie, et sur leurs missions complémentaires à celles des autres acteurs de santé.

Alors que la région Occitanie est confrontée à des écarts en matière d'accès aux soins, des inégalités sociales fortes et un vieillissement de population rapide, les entreprises de Prestations de Santé à Domicile (PSAD) jouent donc un rôle central : par nature, elles contribuent à maintenir en santé nos soins de qualité, tout en soutenant l'emploi local et en répondant aux défis économiques régionaux.

La région Occitanie compte environ 300 entreprises de Prestations de Santé à Domicile, soit 12% des entreprises du secteur au plan national (Source : Enquête de branche 2021). Elles accompagnent 188 000 patients utilisant des dispositifs médicaux à domicile, et peuvent intervenir 24h/24, 7j/7 sur les quelque 70 000 km2 du territoire.

Leur rôle est essentiel pour le suivi thérapeutique et le maintien à domicile des personnes âgées dépendantes ou en situation de handicap. Ils fournissent également l'assistance des instruments pour des maladies chroniques et lourdes (diabète, apnée du sommeil, BPCO, Parkinson, démence...), tout en coordonnant les soins pour soutenir l'autonomie et la santé patients.

Plus sur les défis de l'Occitanie

Dans la région, les personnes de 75 ans et plus constituent 11 % de la population en 2023, et cette proportion pourrait atteindre 14 % d'ici 2040, ce qui représenterait 1,3 million supplémentaires en situation de dépendance.

Dans le même temps, le nombre de places disponibles dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) ou les unités de soins de longue durée (USLD) pourrait diminuer de 31 à 20 pour 100 personnes âgées entre 2015 et 2040.

Les contraintes de la région ne sont pas que géographiques ou démographiques. Les inégalités entre les territoires d'Occitanie sont aussi flagrantes en matière d'accès à la santé : ainsi que le nombre de médecins à l'hectare, de 18% dans l'Aude entre 2010 et 2022, le département de l'Ariège a vu reculer le nombre de médecins en exercice de plus de 30 % en la même période.

1 Insee Ansoy Occitanie Juillet 2023

En Occitanie :

- Les PSAD accompagnent à domicile plus de 336 000 patients, un nombre qui ne cesse de croître depuis 2020, affichant une progression annuelle moyenne de 5 à 10 %¹
- Une grande partie de l'activité des PSAD en Occitanie, soit 80 %, est consacrée aux soins respiratoires, notamment au suivi des patients atteints d'apnée du sommeil traités avec des machines à Pression Positive Continue (PPC), représentant 92 % des interventions dans le secteur respiratoire.

Quelques acteurs présents en Occitanie :

Aquarelle, CAPITOL PHARMA, ALVEDO AIR, PULSAIR, REDI, VO Medical, Occitania, Bastide MEDICAL, a+ MATTE

Les PSAD en Occitanie permettent :

- D'accompagner les personnes vieillissantes aux besoins de santé en constante évolution

L'Occitanie, cinquième région la plus âgée de France, comptait 6,1 millions d'habitants au 1er janvier 2023, dont 230 000 personnes âgées de 75 ans ou plus. Un tiers que structure la région la plus étendue du pays, elle pourrait voir sa population augmenter jusqu'à 6,4 millions d'habitants d'ici 2040, avec une proportion croissante de personnes âgées et dépendantes.

Le contexte démographique, couplé à la volonté croissante des Français de bénéficier de prise en charge à domicile et à la nécessité de couvrir les services hospitaliers en carense, entraîne une forte augmentation des besoins d'accompagnement à domicile. Demande à laquelle les PSAD sont prêts à répondre, à condition d'être soutenus, reconnus et valorisés dans leur mission par les pouvoirs publics.

- De lutter contre les écarts médicaux

Les PSAD, maillons essentiels de la chaîne de soin

- libèrent du temps de soin aux professionnels de santé
- sont en mesure d'intervenir dans les zones les plus reculées du territoire
- accroissent une expertise technique 24 heures sur 24 et 7j/7 pour des dispositifs qu'ils détiennent.

Ils ne sont cependant pas toujours correctement identifiés dans le système de santé et doivent donc être pleinement intégrés à l'évolution de l'offre de santé sur le territoire.

- De créer de l'emploi

Sur tous les territoires, les entreprises de PSAD, qui recrutent des professionnels de tous niveaux, et assurent un vivier d'emplois non délocalisables à long terme, jouent un rôle économique important.

1 Informations fournies par la Commission Paritaire Régionale Occitanie

« La région Occitanie cumule de nombreux facteurs qui rendent indispensable les prestataires de santé à domicile : population vieillissante, inégalité territoriale, zones isolées et déserts médicaux, surpopulation pendant le période estivale. Les PSAD y sont donc essentiels puisqu'ils assurent un accompagnement de proximité pour les patients les plus vulnérables, et sont particulièrement actifs dans les zones les plus isolées, les zones professionnelles disponibles 24 heures/24 et 7 jours sur 7 pour conseiller les patients ou les aider dans le suivi de leur traitement médical. Il faut reconnaître pourtant cette qualité des patients aux patients et être en mesure de leur proposer les traitements les plus en pointe et les plus adaptés à leur besoin, à cet égard que notre rôle est particulièrement reconnu et valorisé. » déclare Didier Desnues, Président de l'Upsadi

Agenda de l'événement

Le 12 septembre 2023, l'Upsadi est un spécialiste de prestations de santé à domicile (PSAD) qui a pour particularité de rassembler plus de 600 adhérents, professionnels indépendants, dans les régions sud-occitane et pyrénéennes.

Présent sur l'ensemble du territoire métropolitain en France, les adhérents de l'Upsadi accompagnent les patients âgés de plus de 75 ans à leur domicile ou au sein de leur structure de soins, contribuant à leur accompagnement thérapeutique et participant notamment à leur meilleure observance à leur traitement dans le cadre de maladies chroniques (diabète, maladie, etc.). Ils participent aussi à leur maintien à domicile, à leur autonomie, à leur confort et à leur bien-être.

En matière de santé et de bien-être, l'Upsadi est un spécialiste de prestations de santé à domicile (PSAD) qui a pour particularité de rassembler plus de 600 adhérents, professionnels indépendants, dans les régions sud-occitane et pyrénéennes.

Présent sur l'ensemble du territoire métropolitain en France, les adhérents de l'Upsadi accompagnent les patients âgés de plus de 75 ans à leur domicile ou au sein de leur structure de soins, contribuant à leur accompagnement thérapeutique et participant notamment à leur meilleure observance à leur traitement dans le cadre de maladies chroniques (diabète, maladie, etc.). Ils participent aussi à leur maintien à domicile, à leur autonomie, à leur confort et à leur bien-être.

Contact Presse :
 Agence Ezycom - Léa Huiet - a.huiet@ezycom.fr - 06 51 03 13 47

Communiqués de Presse

Communiqués de presse - septembre

L'Upsadi félicite les nouveaux membres du Gouvernement
Elle se tient à la disposition de Geneviève Darrieussecq et Paul Christophe pour contribuer, sans tarder, à leurs côtés à la construction du système de santé de demain et à la prise en considération des sujets d'actualité en lien avec le handicap



Alerte presse

L'UPSADI félicite les nouveaux membres du Gouvernement

Elle se tient à la disposition de Geneviève Darrieussecq et Paul Christophe pour contribuer, sans tarder, à leurs côtés à la construction du système de santé de demain et à la prise en considération des sujets d'actualité en lien avec le handicap

Paris, le 23 septembre 2024 - Félicitant Geneviève Darrieussecq pour sa nomination en tant que ministre de la Santé et de l'Écologie, l'UPSADI salue la nomination d'une ministre avec une vision large et de terrain de la santé, et espère qu'elle saura identifier les prestataires de santé à domicile (PSAD) comme de réels acteurs complémentaires de l'accès au soin. Elle félicite également Paul Christophe pour sa nomination au poste de ministre des Solidarités, de l'Écologie et de l'Égalité, entre les hommes et les femmes, et l'espère à se voir sans tarder des sujets du handicap.

Alors que le système de santé français fait face à de nombreux défis et manque d'une réelle ligne directrice et de suivi dans les dossiers au regard de la récente succession de différents ministères dans un laps de temps réduit, l'UPSADI forme le vœu d'une plus grande stabilité et se tient prête à travailler avec la nouvelle équipe gouvernementale aux défis de la santé à domicile : vivre dignement, maintien de l'autonomie, régulation du secteur...

« Si Geneviève Darrieussecq connaît notre secteur de par ses fonctions antérieures, et notamment lorsqu'elle était en charge du Handicap, la succession de 7 ministres de la santé en 7 ans a significativement nué au suivi de dossiers cruciaux pour notre secteur. Les mandats sont restés au point mort depuis plusieurs mois, voire plusieurs années. Or, notre profession a besoin de stabilité et d'un réel pilotage sur expertise des réponses ciblées et précises à ses problématiques, sans quoi son efficacité fléchit par suite à la prise en charge des patients à domicile à travers la destruction progressive du maillage territorial des entreprises. Nous attendons la mise des travaux sur la définition d'un véritable statut pour les PSAD, mais aussi, et de manière urgente, à la mise en œuvre de nouvelles modalités de régulation de nos tarifs tenant compte des spécificités et de la réalité économique des entreprises que nous représentons, dont 65% sont des PME-TPE. » déclare Didier Doudeau - Président de l'UPSADI.



Reporte de la contribution entre les professionnels de santé à domicile (PSAD) de ville et de l'hôpital, les Prestataires de Santé à Domicile (PSAD) sont aussi les premiers interlocuteurs de 4 millions de patients, à qui ils rendent visite sur l'ensemble des territoires, y compris dans les déserts médicaux. Ils accompagnent les patients et leurs proches dans l'utilisation de dispositifs médicaux parfois complexes dans le cadre de traitements de maladies chroniques (diabète, après du cancer, insuffisance respiratoire...), pour des traitements de longue durée en sortie d'hospitalisation, ou via la fourniture de dispositifs médicaux ou soins techniques pour favoriser la mobilité à domicile des personnes âgées ou en situation de handicap.

Parité les 33 000 salariés des Prestataires de Santé à Domicile, 6 500 sont des professionnels de santé (infirmiers, pharmaciens, nutritionnistes...), qui assurent aux côtés de leurs homologues et médecins prescripteurs l'accompagnement et le suivi des personnes malades, âgées ou en situation de handicap.

« L'absence d'un ministre pleinement dédié au handicap ne doit pas conduire à laisser de côté les dossiers qui tiennent sur la table jusqu'ici. Des travaux sont engagés depuis de longs mois avec les représentants des usagers, les représentants des PSAD et des industriels pour permettre un meilleur accès aux personnes en

situation de handicap au fauteuil roulant qui correspond le mieux à leurs besoins. Nous avions bien envisagé : nous nous tenons à la disposition de Paul Christophe et de ses équipes pour lui indiquer les points qui demeurent à solutionner, sans report à être la Indique Didier Doudeau - Président de l'UPSADI.

Malgré la situation se tend pour les entreprises de prestations de santé à domicile : depuis 10 ans, elles continuent d'enregistrer des hausses de leurs charges, notamment liées à l'inflation, tout en étant soumises à des baisses de tarifs de leurs prestations imposées par les autorités. Une situation devenue insupportable qu'il est urgent de régler en considérant, dans les tarifs des prestations de santé à domicile, la réalité économique du pays, et des entreprises. Au risque de voir disparaître tout un secteur d'activités, les savoir-faire et les quelques 33 000 emplois non-délocalisables qu'il représente.

L'UPSADI en appelle donc aux nouveaux Ministres pour travailler à :

- la reconnaissance des PSAD comme une voix d'écoute complémentaire aux autres acteurs de santé pour répondre aux besoins grandissants du système de santé, à travers la redéfinition de leur rôle et de leurs missions visant à leur accorder une véritable place au cœur du système de santé,
- l'ouverture de discussions avec les services de l'État pour une régulation responsable et intelligente dans le respect des intérêts de l'ensemble des parties (usagers, patients, entreprises),
- la reprise des travaux sur les faibles résultats dans une logique de réelle concertation,
- la reconnaissance des PSAD et leur intégration des PSAD dans les instances de santé nationales et régionales.

À propos de l'UPSADI

Créée en 2003, l'UPSADI est un syndicat de prestataires de santé à domicile (PSAD) qui a pour particularité de rassembler plus de 450 adhérents, prestataires indépendants, dont les dirigeants sont majoritairement les propriétaires. Présents sur l'ensemble du territoire métropolitain et Outre-mer, les adhérents de l'UPSADI accompagnent les patients équipés d'un dispositif médical à leur domicile tout au long de leur parcours de soins, contribuant à leur accompagnement thérapeutique et participant activement à leur meilleure adhésion à leur traitement dans le cadre de maladies chroniques (maladies respiratoires, diabète...), de pathologies lourdes (Parkinson, oncologie...), en chirurgie ambulatoire. Ils accompagnent également les personnes en perte d'autonomie ou en situation de handicap via la fourniture d'actes techniques. Intervenant sur prescription médicale, les PSAD prennent en charge à domicile 4 millions de patients grâce à 2 200 entreprises implantées sur l'ensemble du territoire national. Les prestataires emploient plus de 33 000 salariés dont 6 500 professionnels de santé (infirmiers, pharmaciens, nutritionnistes...), et de nombreux professionnels d'assistance (assistants 24h/24 et 7j/7).

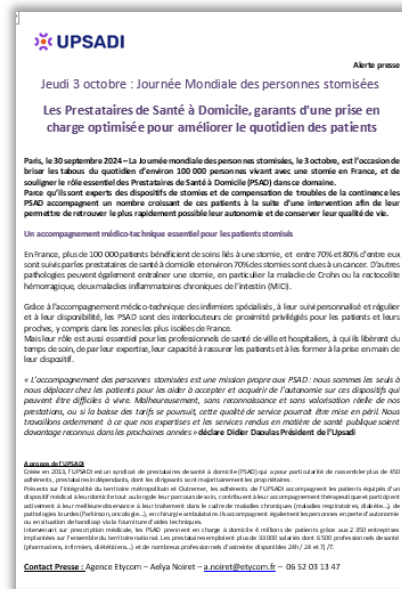
Contact Presse : Agence Elycom - Anja Isenhardt - a.isenhardt@elycom.fr - 06 50 13 42 47



Communiqués de Presse

Communiqués de presse - septembre

Jeudi 3 octobre : Journée Mondiale des personnes stomisées
Les Prestataires de Santé à Domicile, garants d'une prise en charge optimisée pour améliorer le quotidien des patients



[2024-10-03_CP-Journee-mondiale-des-pers-stomisees-def.pdf](#)





Interviews de juillet à septembre

Interviews

Interviews réalisées en juillet



Le 03/07/2024

Echange avec Nathalie Creveux
Sujet : réaction de l'Upsadi à la
réforme VPH



Le 03/07/2024

Echange avec Nathalie Creveux
et un adhérent local
Sujet : réaction de l'Upsadi à la
réforme VPH



Le 03/07/2024

Echange avec Nathalie Creveux
Sujet : réaction de l'Upsadi à la
réforme VPH
Sujet paru le 03/07



Interviews

Interviews réalisées en juillet



Le 03/07/2024

Echange avec Nathalie Creveux
Sujet : réaction de l'Upsadi à la
réforme VPH



Le 03/07/2024

Echange avec Nathalie Creveux
Sujet : réaction de l'Upsadi à la
réforme VPH

Sujets parus les 04/07 et 05/07



Le 04/07/2024

Echange avec Nathalie Creveux
Sujet : réaction de l'Upsadi à la
réforme VPH
Sujet paru le 05/07



Interviews

Interviews réalisées en juillet

le Moniteur
des pharmacies

Le 05/07/2024

Echange avec Nathalie Creveux

Sujet : réaction de l'Upsadi à la
réforme VPH

Sujet paru le 05/07

Interviews

Interview réalisée en août

POUR LES DÉCLICHERS EN GÉRONTOLOGIE
Géroscopie

Le 02/08/2024

Echange avec Nathalie Creveux

Sujet : rôle des PSAD durant l'été

Sujet paru le 05/08



Interviews

Interviews réalisées en septembre



Le 25/09/2024

Echange avec Nathalie Creveux
et Kévin Chatard

Sujet : rôle des PSAD

Sujet : à paraître en milieu de S 40



Interview à venir

Interview à venir

handicap.fr

Le 08/10

Encore à confirmer

*Sujet : témoignage d'un patient
stomisé et de son infirmière PSAD*





Retombées presse de juillet à septembre

Récapitulatif

Récapitulatif des retombées presse / sujets

- 8 retombées presse Upsadi

Nb de retombées par sujet

VPH : 7

Rôle des PSAD en été : 1

Résultats actions de relations presse juillet

LA VEILLE DES ACTEURS DE LA SANTE.FR

2 juillet 2024



Bâclée, la réforme du remboursement intégral des fauteuils roulants est mort-née (Communiqué)

Les syndicats des prestataires de Santé à domicile (FEDEPSAD, UNPDM, UPSADI) ont été convoqués lundi 1er juillet dans l'urgence avec l'ensemble des parties prenantes par le ministère de la Santé. Après plus de 2 ans de négociations d'une réforme voulue par le Président de la République et attendue par les usagers, l'administration a annoncé qu'elle mettait unilatéralement fin aux travaux de concertation. Le ministère aurait décidé de publier en urgence les textes non aboutis, d'une réforme bâclée qui sera inapplicable et inopérante. En plus d'être un leurre pour les usagers, auxquels il ne sera pas possible de fournir des fauteuils roulants adaptés dans les conditions actuelles du texte, cette réforme se soldera par la casse sociale de tout un secteur professionnel et la disparition d'une filière.

Pour pallier l'absence de financement correspondant à cette promesse politique – parfaitement louable dans son principe – la Direction de la sécurité sociale (DSS) a confirmé hier officiellement sacrifier le financement des locations de fauteuils roulants, principalement destinées à nos aînés en perte d'autonomie, supprimant de fait l'égalité d'accès à un service aujourd'hui assuré en tous points du territoire et de surcroît vertueux en termes d'impact environnemental, sans garantir par ailleurs la prise en charge intégrale de tous les fauteuils roulants à l'achat.

Pourtant les professionnels ont fait des contre-propositions réalistes afin de rendre la réforme opérationnelle et soutenable économiquement. Ces dernières sont restées lettre morte. Nous demeurons résolus aux côtés des usagers que nous accompagnons au quotidien pour faire aboutir une réforme juste et équilibrée.

La FEDEPSAD, l'UNPDM et l'UPSADI dénoncent la publication précipitée de ces textes (arrêté ministériel de nomenclature et arrêté ministériel portant avis tarifaire) qui entraînera la destruction de milliers d'emplois non délocalisables avec pour conséquence la disparition du service aux personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie.

« Quel gâchis ! En 24 mois nous aurions largement eu le temps d'aboutir à un texte équilibré, or nous n'avons jamais été écoutés par l'administration qui se refuse à considérer les réalités économiques des acteurs de la filière. Pourtant, la réussite de cette réforme est encore possible. Aussi, nous en appelons au Président de la République qui peut encore sursoir à cette publication inappropriée, et donner l'impulsion nécessaire à la prise en compte de nos alertes pour sauver l'ambitieuse réforme qu'il a voulue et que nous appelons de nos vœux » déclarent les Présidents des 3 organisations de prestataires.

Résultats actions de relations presse juillet

LE MEDIA SOCIAL.FR

3 juillet 2024



Remboursement des fauteuils roulants : la réforme s'annonce "inapplicable"



En discussion depuis plusieurs années, la réforme devant permettre le remboursement intégral des fauteuils roulants – comme l'a promis l'exécutif – s'accélère. Deux réunions de concertation ont en effet été organisées en urgence, les 21 juin et 1er juillet, réunissant toutes les parties prenantes au ministère de la Santé, en vue de la publication imminente des deux arrêtés ministériels (sur la nomenclature et les tarifs).

Or, les projets de textes présentés conduiraient à la mise en œuvre « d'une réforme inapplicable », dénoncent les syndicats des prestataires de santé à domicile (FEDEPSAD, UNPDM et UPSADI). En cause notamment, « l'insuffisance des budgets prévus qui fait peser une partie de cette réforme sur les prestataires de santé », déplore Alexandra Duvauchelle, déléguée générale de la Fédération des prestataires de santé à domicile (FEDEPSAD). En particulier, les enveloppes dédiées à la prise en charge de la location des fauteuils ne permettraient pas « de garantir la soutenabilité du dispositif pour les entreprises ».

Autre critique : « malgré la rallonge budgétaire annoncée, certains fauteuils roulants resteraient exclus du prix unique de vente fixé par la Direction de la sécurité sociale ». Une mesure contre laquelle le député sortant, Sébastien Peytavie, s'était mobilisé.

Au final, « en plus d'être un leurre pour les usagers (...), cette réforme se soldera par la casse sociale de tout un secteur professionnel et la disparition d'une filière », alertent les trois organisations, qui appellent le gouvernement à différer la publication des textes.

https://www.lemediasocial.fr/remboursement-des-fauteuils-roulants-la-reforme-sannonce-inapplicable_yqdcvC

Résultats actions de relations presse juillet

YANOUS.COM

3 juillet 2024



Mercredi 3 juillet – Aides techniques/Finances – Fauteuils remboursés au rabais ?



Trois organisations professionnelles concernées par la problématique du remboursement intégral des fauteuils roulants (UPSADI, [UNPDM](#) et [FEDEPSAD](#)) [alerment](#) sur la volonté de l'administration de passer en force (lira l'actualité du [30 janvier 2024](#)). En effet, les discussions lancées après la [promesse](#) du président de la République, Emmanuel Macron, d'une telle prise en charge n'ont toujours pas abouti alors que les élections législatives anticipées convoquées par le même génèrent une forme de panique : la Direction de la Sécurité Sociale, qui dépend du ministère des solidarités, voudrait publier avant le second tour de scrutin du 7 juillet la nomenclature et classification des fauteuils roulants et assimilés, ainsi que l'arrêté de tarification qu'elle a élaboré. La DSS maintient son principe de Prix Limite de Vente au-delà duquel aucun remboursement n'est possible, tout en prévoyant de tels PLV par type de fauteuils (manuels actifs, ou de confort, à motorisation électrique, avec lift, etc.). « Ce serait tout ou rien, commente Nathalie Creveux, secrétaire générale de l'Upsadi. La DSS dit qu'elle a fait des efforts, avec une rallonge sur le budget et le relèvement des PLV. » Rallonge obtenue en transférant les crédits prévus pour la prise en charge des fauteuils loués qui seraient intégralement à la charge des assurés sociaux. Selon les estimations des 3 organisations, 40% des actuels utilisateurs de fauteuils roulants sortiraient avec le nouveau système de tout remboursement en cas de renouvellement, et la facilitation du processus global d'acquisition d'un matériel adapté ne serait pas effective.

Résultats actions de relations presse juillet

GEROSCOPIE.FR

4 juillet 2024

Géroscopie
LE MAGAZINE DES PROFESSIONNELS DU GRAND ÂGE

04/07/2024 - Projets d'arrêtés 16951 Remboursement des fauteuils roulants : un marché de dupes ?

La location des fauteuils roulants par les personnes âgées pourrait être sacrifiée pour financer l'achat de fauteuils roulants par les personnes en situation de handicap, et encore, pas tous les fauteuils.

Le remboursement intégral de tous les fauteuils roulants avait été promis en avril 2023 par Emmanuel Macron lors de la dernière Conférence nationale du handicap puis confirmé par Gabriel Attal lors de son discours de politique générale du 30 janvier dernier. Ou en est-on ?

Dans un communiqué commun du 2 juillet, titré « Bâclée, la réforme du remboursement intégral des fauteuils roulants est mort-née », les syndicats des prestataires de santé à domicile Fedepsad, UNPDM et Upsadi expliquent avoir été convoqués le 1er juillet par le ministère de la Santé « dans l'urgence » avec l'ensemble des parties prenantes pour s'entendre annoncer que l'administration mettait unilatéralement fin aux travaux de concertation et que le ministère aurait décidé « de publier en urgence les textes non aboutis, d'une réforme bâclée qui sera inapplicable et inopérante », écrivent-elles. Pour résumer, ces textes (projets d'arrêtés ministériels de nomenclature et portant avis tarifaire -dont Géroscopie ne dispose pas) aboutiraient à « sacrifier le financement des locations de fauteuils roulants, principalement destinées à nos aînés en perte d'autonomie, supprimant de fait l'égalité d'accès à un service aujourd'hui assuré en tous points du territoire et de surcroît vertueux en termes d'impact environnemental, sans garantir par ailleurs la prise en charge intégrale de tous les fauteuils roulants à l'achat ». Avec, à la clé, « la destruction de milliers d'emplois non délocalisables avec pour conséquence la disparition du service aux personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie ».

Il s'agit pour la Direction de la sécurité sociale (DSS) de pallier l'absence de financement correspondant à cette promesse politique. « Quel gâchis ! », concluent les fédérations, pour qui malgré tout « la réussite de cette réforme est encore possible » : elles en appellent au président de la République « qui peut encore sursoir à cette publication inappropriée ».

<https://www.geroscopie.fr/remboursement-des-fauteuils-roulants-un-marche-de-dupes--idm-41-ids-32411>

Résultats actions de relations presse juillet

GEROSCOPIE.FR

5 juillet 2024

GéroscoPie
LE MAGAZINE DES PROFESSIONNELS DU GRAND ÂGE

Fauteuils roulants : l'Elysée stoppe une « réforme bâlée »



Les prestataires de santé à domicile en avaient appelé au président de la République pour surseoir à une publication « inappropriée ». Il les a entendus.

L'Elysée a été prompt à réagir à l'alarme des trois syndicats des prestataires de santé à domicile Fedepsad, UNPDM et Upsadi sur le marché de dupe qui s'annonçait : la location des fauteuils roulants, surtout par les personnes âgées, ne serait plus remboursée en contrepartie du remboursement de leur achat, surtout par les personnes en situation de handicap (et encore pas tous les fauteuils).

L'Upsadi a appris que l'Elysée a finalement renoncé à son passage en force et ne va pas publier ce texte en urgence avant le second tour des élections législatives - l'Union vient de le faire savoir à GéroscoPie.

Il faut dire que le remboursement intégral de tous les fauteuils roulants était une promesse d'Emmanuel Macron lors de la Conférence nationale du handicap d'avril 2023 et que Gabriel Attal l'avait reprise lors de son discours de politique générale du 30 janvier dernier. On suppose que la concertation entre la Direction de la Sécurité sociale et les professionnels du secteur va reprendre...

Fauteuils roulants : reportée mais pas annulée, la réforme irrite pharmaciens et associations

C'est une promesse du président de la République Emmanuel Macron, annoncée lors de la conférence nationale du [handicap](#) en avril 2023 : les [fauteuils roulants électriques](#) et manuels devraient être remboursés, sans reste à payer pour les usagers, d'ici la fin de l'année. Deux arrêtés ministériels devaient paraître cette semaine pour fixer les modalités de ce remboursement intégralement pris en charge par la Caisse nationale de l'Assurance maladie (Cnam) et les complémentaires santé. « Nous nous y sommes fermement opposés. Finalement, la publication de ces arrêtés est reportée à l'examen du prochain gouvernement », a assuré le président de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF), Philippe Besset.

Baisser le financement de la location pour rembourser les fauteuils électriques

[La Direction de la sécurité sociale \(DSS\)](#) veut diminuer drastiquement le financement de la location de fauteuils roulants manuels, afin de financer le remboursement des fauteuils roulants électriques.

« C'est aberrant », juge Philippe Besset. Même son de cloche du côté de l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine (USPO). Dans une lettre ouverte aux pharmaciens, son président Pierre-Olivier Variot dénonce la volonté du ministère de la Santé de moins bien rembourser les fauteuils roulants et de baisser leur prix de vente, « ce qui aura des effets désastreux sur la qualité et la durabilité de ces matériels qui bénéficient à plusieurs centaines de milliers de personnes, de manière temporaire ou permanente. »

Une mesure bâclée ?

La réforme suscite également l'indignation des syndicats des prestataires de santé à domicile. Dans un communiqué paru le 2 juillet, la FEDEPSAD, l'UNFDM et l'UPSADI s'opposent à cette mesure « bâclée » et « inapplicable » : « sacrifier le financement des locations de fauteuils roulants, principalement destinées à [nos aînés](#) en perte d'autonomie, supprime de fait l'égalité d'accès à un service aujourd'hui assuré en tous points du territoire et de surcroît vertueux en termes d'impact environnemental, sans garantir par ailleurs la prise en charge intégrale de tous les fauteuils roulants à l'achat. »

Le projet est donc reporté mais pas enterré, prévient Philippe Besset : « On gagne un peu de temps pour réétudier le sujet avec le prochain gouvernement. On reste pleinement mobilisés sur cette question. »

Résultats actions de relations presse juillet

HOSPIMEDIA.FR

5 juillet 2024



Équipement

Les discussions autour de la réforme des fauteuils roulants se poursuivent

Alors que les prestataires de santé à domicile s'inquiétaient d'une finalisation précipitée de la réforme du remboursement des fauteuils roulants, le ministère délégué aux Personnes âgées et Personnes handicapées tempère. Les discussions avec toutes les parties prenantes se poursuivent. Indique-t-il, malgré le contexte politique incertain.



L'arrêté de nomenclature et celui portant avis tarifaire ne seront pas publiés dans les prochains jours, assure le ministère. (SPUL/BSIP)

La réforme du remboursement des fauteuils roulants n'est pas forcément loin d'aboutir "mais il faut prendre le temps de retravailler dans le détail", estiment les prestataires de santé à domicile. L'ensemble des parties prenantes ont été convoquées le 2 juillet par la Direction de la sécurité sociale, soit les fabricants, les prestataires de santé à domicile (Psad) et les associations d'usagers. Dans un communiqué commun publié dans la foulée, la Fédération des prestataires de santé à domicile, l'Union nationale des prestataires de dispositifs médicaux et l'Union des prestataires de santé à domicile indépendants (Upsadi) se sont inquiétés d'une publication précipitée de l'arrêté de nomenclature et de celui portant avis tarifaire. "Après plus de deux ans de négociations d'une réforme voulue par le président de la République et attendue par les usagers, l'administration a annoncé qu'elle mettrait unilatéralement fin aux travaux de concertation, indiquent-ils. Le ministère aurait décidé de publier en urgence les textes non aboutis, d'une réforme bâclée qui sera inapplicable et inopérante."

Il n'en est rien, assure ce 5 juillet à Hospimedia le ministère délégué chargé des Personnes âgées et des Personnes handicapées. Les discussions se poursuivent et les textes réglementaires ne paraîtront pas avant le deuxième tour des élections législatives de 7 juillet, précise-t-il. Et ce, pour affiner le projet et proposer des ajustements tarifaires, y compris pour les distributeurs. Selon le ministère, les industriels sont favorables à la réforme, alors que les représentants des usagers sont plus partagés en fonction des organisations. Quant à l'opposition des Psad, elle est également connue.

Quel avenir pour la réforme ?

"La Direction de la sécurité sociale nous a dit ne pas souhaiter perdre le travail de ces dernières années", explique à Hospimedia Nathalie Creveux, déléguée générale de l'Upsadi. Un travail "immense", reconnaissent les prestataires, même s'ils regrettent l'absence de réelles concertations. Les Psad non plus ne veulent pas repartir de zéro, mais ils ne souhaitent pas prendre le risque de publier un texte non abouti, poursuit Nathalie Creveux. "Je ne dis pas que c'est un exercice facile. Toute la difficulté est d'arriver à une réforme juste, qui réponde au besoin des personnes et qui ne crée pas d'effet d'aubaine." Les représentants "ont fait des contre-propositions réalistes afin de rendre la réforme opérationnelle et soutenable économiquement, soulignent les trois fédérations dans leur

communiqué. Ces dernières sont restées lettre morte. Nous demeurons résolus aux côtés des usagers que nous accompagnons au quotidien pour faire aboutir une réforme juste et équilibrée."

Tant que le Gouvernement actuel gère les affaires courantes, les travaux vont se poursuivre, précise encore le ministère chargé des Personnes âgées et des Personnes handicapées. Quelle que soit sa composition à compter du 8 juillet, il appartiendra au prochain Gouvernement de prendre une décision concernant la réforme du remboursement des fauteuils roulants, souligne-t-il. Celle-ci a un coût important et son budget a encore été abondé le 2 juillet pour répondre aux inquiétudes des distributeurs, indique encore le ministère.

Craintes sur le prix limite de vente

Les représentants des Psad font part de plusieurs griefs à l'encontre de la réforme telle qu'elle leur a été présentée le 2 juillet. Les fédérations pointent notamment la modification du cadre de la location de courte durée, qui pénaliserait les personnes âgées en perte d'autonomie et entraînerait un risque de reste à charge, ainsi que la nouvelle classification des fauteuils roulants. Celle-ci catégorise les équipements en leur associant un prix limite de vente. "Sur le papier, l'idée est bonne, elle permet de contenir les prix", explique Nathalie Creveux, déléguée générale de l'Upsadi. Mais une estimation réalisée par les prestataires de santé montre que seulement 60% des fauteuils roulants rentrent dans les prix de la nouvelle classification. Globalement, les représentants du secteur craignent une remise en cause de l'équilibre économique, voire de la survie des entreprises, et plaident pour le maintien des emplois dans la filière.

Eté

Résultats actions de relations presse juillet

GEROSCOPIE.FR

6 août 2024

Géroscopie

Les prestations de santé à domicile assurées durant la période estivale



En juillet et août, les 2 350 entreprises de Prestations de Santé à Domicile réparties sur l'ensemble du territoire continuent d'accompagner tous les patients 24 h sur 24 et 7 jours sur 7.

« Pas de trêve estivale pour les Prestataires de Santé à Domicile (PSAD) ! », affirme Didier Daoulas, président de l'Union des Prestataires de Santé à Domicile Indépendants (Upsadi). Pendant l'été, 4 millions de patients en France peuvent compter sur les PSAD, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, pour les accompagner, mais aussi pour l'entretien, la maintenance ou le dépannage pendant leurs vacances, loin de chez eux.

Face à la vague de chaleur

Face aux fortes chaleurs, les PSAD sont en première ligne pour prendre soin des patients déshydratés et jouent un rôle crucial en mettant en œuvre les protocoles de réhydratation à domicile. La réhydratation sous-cutanée est une méthode efficace qui consiste à administrer des solutions hydratantes dans le tissu sous-cutané, permettant ainsi une prise en charge rapide et sécurisée à domicile.

Grâce à leur présence sur tout le territoire national, leur réactivité et leur expertise, les PSAD permettent de soulager les services d'urgence déjà surchargés. Ils assurent une continuité de service et une qualité de soin égale, que ce soit en ville ou dans les zones rurales (y compris les déserts médicaux). Ils interviennent sur prescription médicale et emploient plus de 33 000 salariés, dont 6 500 professionnels de santé (pharmaciens, infirmiers, diététiciens...), pour garantir un accompagnement thérapeutique optimal. En 2022, plus de 5000 patients âgés ont pu éviter une hospitalisation grâce à l'hydratation par perfusion à domicile.

Par : Maxime Hériau

<https://www.geroscopie.fr/les-prestations-de-sante-a-domicile-assurees-durant-la-période-estivale-idm-27-ids-32512>





Articles à paraître

Articles à paraître

Autres articles à paraître



NUTRITION ET ENDOCRINOLOGIE

Interview réalisée en début
d'année, parution reportée à
plusieurs reprises
Encore à paraître



TOP SANTE

Interview réalisée sujet : rôle
des PSAD
A paraître

